

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 120.905 du 25 juin 2003

A. 123.551/XI-15.638

En cause : **La S.P.R.L. "MISTRAL",**

ayant élu domicile chez
Me P.-L BODSON, avocat,
rue Fabry, 13,
4000 Liège,

contre :

- 1. L'Etat belge représenté
par le Ministre de la Justice**
- 2. La Commission des jeux de hasard,**

ayant tous les deux élu domicile chez
Me Fl. FAUCONNIER, avocat,
rue T'Serclaes de Tilly ,51,
6061 Montignies-Sur-Sambre.

--

LE PRESIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la demande introduite le 5 juillet 2002 par la Société privée à responsabilité limitée MISTRAL, qui demande l'annulation de la décision prise le 3 avril 2002 par la Commission des jeux de hasard de lui refuser l'octroi d'une licence de classe B pour l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe II à Liège;

Vu l'arrêt n° 114.957 du 24 janvier 2003 rejetant la demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué et réservant les dépens;

Vu la notification de l'arrêt aux parties;

Vu la note de M. DEROUAUX, Premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par

l'article 15^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 24 avril 2003 par le greffe du Conseil d'Etat à la partie requérante l'informant qu'il lui est loisible de demander à être entendue dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'elle n'a pas non plus demandé à être entendue; que, conformément à l'article 17, § 4ter, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq juin deux mille trois par :

MM. MESSINNE,
HARMEL,

Président de chambre,
Greffier.

Le Greffier,

Le Président,

P. HARMEL.

J. MESSINNE.